



# **DOCUMENT POLITIQUE SUR L'EMPLOI DES JEUNES**

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL DES MEMBRES  
BRUXELLES, BELGIQUE, 18-20 AVRIL

## Résumé exécutif

La crise du chômage des jeunes a eu un effet dévastateur sur les jeunes et les sociétés où ils vivent. Il s'agit d'un problème global qui risque d'affaiblir le tissu même de notre société. Plus de 75 millions de jeunes sont au chômage au niveau international, et en Europe quasi un jeune sur quatre est sans emploi.

A cause de la montée en flèche du chômage des jeunes, les jeunes connaissent des niveaux accrus de pauvreté et d'exclusion sociale, et le fossé économique entre générations plus vieilles et plus jeunes s'agrandit.

Dans ce document politique qui est une mise à jour de la version de 2008 sur le même sujet, le Forum Jeunesse identifie les principales causes du chômage des jeunes, y compris les inégalités sur le marché de l'emploi, l'absence de provision de services aux jeunes, la privatisation de l'éducation, etc. Il aborde également la nécessité d'éradiquer les discriminations qui affectent les jeunes.

Le Forum Jeunesse propose ici une série d'actions inspirées de principes comme les droits des jeunes et l'égalité dans le but de s'attaquer de plein fouet au chômage des jeunes et de renverser une tendance qui menace la stabilité même de l'Europe et son avenir.

## Introduction

Le fait d'avoir un emploi de qualité est un élément crucial pour l'autonomie et le bien-être des jeunes en Europe et dans le monde. Le droit à un travail décent et la protection contre le chômage est un droit humain fondamental<sup>1</sup>. Pouvoir trouver un emploi de qualité est essentiel pour les jeunes en vue de participer pleinement à la société, de devenir autonomes et d'éviter les pièges de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

La position du Forum Jeunesse est claire : les jeunes en Europe ont droit à des emplois stables et de qualité. On a pensé aux jeunes de manière inadéquate, et même s'ils sont plus instruits et mieux orientés que les générations précédentes, ils se heurtent à des obstacles structurels en tentant d'accéder au marché de l'emploi. Ces cinq dernières années, le Forum Jeunesse et ses organisations membres se sont concentrés chaque jour un peu plus sur la question de l'emploi, non seulement à cause de la façon négative dont les jeunes ont été touchés par la crise économique mondiale, mais aussi à cause de la façon désastreuse dont le chômage peut affecter différents aspects de leur vie. Le Forum Jeunesse et ses organisations membres ont apporté leurs contributions à des mesures aux niveaux européen et national qui visent à combattre le chômage des jeunes grâce à des formations continues, à des stages et à des offres d'emploi de qualité.

Depuis 1945 en Europe, le chômage des jeunes a toujours été plus élevé que celui de la population plus âgée, mais depuis 2008, il a crû à une vitesse alarmante. Aujourd'hui, la situation est telle que quasi un jeune sur quatre dans l'UE n'a pas de travail, et dans certaines régions d'Europe le taux de chômage des jeunes va bien au-delà des 50%.<sup>2</sup> Les causes et effets du chômage des jeunes ont de multiples facettes mais la tendance générale pour les jeunes est que le marché de l'emploi global est moins accessible et plus volatile que dans le passé.

Bien que des organisations européennes<sup>3</sup> et internationales aient prêté une attention accrue au

---

<sup>1</sup> Voir document politique sur les droits des jeunes (0527-12)

<sup>2</sup> [Http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics\\_explained/index.php/Unemployment\\_statistics](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Unemployment_statistics) Fin 2012 le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans dans l'UE était de 22,7%, plus du double par rapport à celui enregistré chez les adultes.

<sup>3</sup> Voir le document de travail du personnel de la Commission européenne sur une proposition de Recommandation du Conseil relative à l'établissement d'une Garantie pour la Jeunesse (COM (2012) 729 final)

problème du chômage des jeunes, aux désavantages et à la discrimination qu'ils subissent sur le marché de l'emploi ces dernières années, à ce jour les nombreuses réponses politiques n'ont pas été coordonnées, elles sont hasardeuses et insuffisantes. Les efforts de certains acteurs publics et décideurs pour directement accuser les jeunes du taux de chômage qu'accuse leur tranche d'âge et les mouvements essayés pour réduire le droit des jeunes à la protection sociale se sont vu opposer une ferme résistance de la part du Forum Jeunesse et de ses organisations membres

Dans ce document, le Forum Jeunesse décrit les nouveaux défis que les jeunes doivent relever en matière d'emploi en Europe, et il propose des actions constructives et immédiates pour réduire le chômage des jeunes, protéger leurs droits, et sauvegarder la future stabilité économique et sociale de l'Europe.

### Le Défi grandissant du Chômage des Jeunes

Le taux de chômage des jeunes est supérieur à celui de la population adulte depuis plusieurs décennies et des preuves suggèrent que la situation comparative des jeunes sur le marché de l'emploi s'est encore détériorée depuis le début de la mondialisation<sup>4</sup>. Pour pouvoir pleinement saisir la gravité de la situation du chômage des jeunes, il est important d'étudier la question dans une perspective globale, européenne et régionale, et surtout de voir comment la situation a évolué depuis la crise économique globale.

#### *A. Un problème mondial*

Il existe des degrés différents de chômage des jeunes dans différents pays et régions du monde, qui dépendent largement de la performance économique. Cependant, même dans les pays les plus développés où l'on observe de solides niveaux de cohésion sociale, le taux de chômage des jeunes est bien plus élevé que celui de la population adulte.

Le taux mondial du chômage des jeunes augmente et de plus en plus de jeunes décrochent totalement du marché de l'emploi et auront moins de chances de pouvoir s'inscrire au chômage.<sup>5</sup>

#### *B. Un échec européen*

Les développements réalisés en Europe ces quatre dernières années par rapport à l'emploi des jeunes ne peuvent être décrits que comme un échec cataclysmique des décideurs par rapport aux jeunes. Le chômage de longue durée (CLD) peut avoir un impact profond sur le développement personnel des jeunes et sur les sociétés où ils vivent. Bien que le chômage des jeunes soit en général plus élevé que celui des adultes, l'intraitabilité de la crise actuelle du chômage a donné lieu à des taux sans précédent de chômage de longue durée (CLD). Le CLD a augmenté de 3,7% chez les jeunes depuis 2008, comparé à une augmentation de 1,8% pour la population adulte. Pour l'instant, 30,1% des jeunes chômeurs dans l'UE sont au chômage depuis 12 mois ou plus. Vu que le fait d'être au CLD en étant jeune peut avoir un impact sérieux sur l'employabilité et le développement de carrière à moyen et long terme, la crise actuelle du chômage des jeunes pourrait se ressentir en Europe pour les vingt prochaines années.<sup>6</sup>

A la fin 2012 le taux de chômage dans l'UE des jeunes de moins de 25 ans était de 22,7% ce qui équivaut à plus de deux fois le taux du chômage adulte.<sup>7</sup> 12,9% des jeunes dans l'UE ne suivent ni études, ni formations, et n'ont pas d'emploi (NEET). Le coût du chômage des jeunes en termes de contribution fiscale perdue et de paiement de sécurité sociale est estimé à environ 153 milliards d'EUR en 2011, ce qui équivaut à près de 1,2% du PIB total de l'UE.<sup>8</sup> Il est à présent nécessaire

4 Ashton, D. 2007, *Globalisation and the Future of the Youth Labour Market*, De Monfort Leicester

5 ibid

6 Bell, D.N.F, and Blanchflower, D.G. (2009) *Youth Unemployment: Déjà Vu?* University of Sterling

7 [Http://europa.eu/rapid/press-release\\_MEMO-12-938\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-12-938_en.htm)

8 Voir l'étude Eurofound sur les NEET 'Young People not in Employment, Education or Training: Characteristics, Costs and Policy Responses in Europe'

de renverser la tendance de l'austérité pour passer à des mesures européennes et nationales qui encouragent un niveau de croissance fécond en emplois et qui repose sur la durabilité environnementale et sociale.

Les jeunes du sud de l'Europe se sont retrouvés victimes d'une crise économique sans avoir joué le moindre rôle dans sa création. La prédominance des jeunes dans les secteurs et industries touchés de manière disproportionnée par la crise, et le nombre de jeunes aux emplois précaires et temporaires ont engendré une montée en flèche du chômage des jeunes dans la région. En Grèce et en Espagne, plus de 50% des jeunes sont sans emploi, et dans des pays comme l'Italie et le Portugal plus d'un tiers des jeunes le sont.<sup>9</sup> La crise économique a également enlisé le problème du chômage des jeunes dans d'autres régions telles que les Balkans occidentaux où plus de la moitié des jeunes sont sans emploi dans de nombreux domaines.

De tels niveaux de chômage des jeunes en Europe ont déjà eu des implications sociales, entraînant une augmentation de la criminalité, de l'abus d'alcool, de la toxicomanie et des troubles civils dans toutes ces régions, et particulièrement dans le sud et le sud est de l'Europe, surtout en Grèce.<sup>10</sup> Ces énormes disparités dans les taux de chômage des jeunes engendrent un écart au sein de l'Europe qui pourrait avoir des conséquences désastreuses dans le long terme. Les mesures d'austérité ne résolvent pas ce problème mais l'aggravent au contraire et condamnent une génération entière. Il est donc indispensable d'abolir ces mesures et de les remplacer par des politiques de croissance qui faciliteront l'emploi. Les effets de cette crise obligent toute une génération à quitter leurs pays d'origine voire l'Europe pour trouver mieux, ce qui engendre un effet de fuite des cerveaux.

### Chômage, pauvreté et exclusion sociale

La pauvreté empêche les jeunes de réaliser pleinement leur potentiel et leur autonomie, elle a des effets négatifs sur leur santé, elle paralyse leur développement personnel, leur éducation et leur bien-être général. Bien que la mesure de la pauvreté dépend largement de circonstances nationales, il est évident que les taux accrus de chômage des jeunes ont contribué à la pauvreté et à l'exclusion sociale en Europe.<sup>11</sup>

Le niveau de pauvreté au travail chez les jeunes dans l'UE est de 10%.<sup>12</sup> Ces jeunes pauvres actifs ont des salaires moins élevés, une maigre protection sociale et des conditions de travail précaires. Des politiques pour l'emploi mieux ciblées et des mécanismes de protection sociale qui visent spécifiquement les jeunes doivent être introduits pour renverser ces conditions. Les politiques appliquées dans certains Etats membres comme la Grèce et le Royaume Uni<sup>13</sup> qui ont provoqué une nette diminution du salaire minimum des jeunes n'ont fait qu'aggraver la pauvreté des jeunes et elles constituent une forme évidente de discrimination à leur égard. L'Europe doit s'engager à augmenter les niveaux d'emploi, les emplois de qualité pour les jeunes, et les mesures de soutien qui favorisent leur intégration dans le marché de l'emploi et réduisent la pauvreté. Une sécurité de revenus doit être assurée dans le cadre d'une ambition et d'un projet professionnel. Toute autre approche risque d'enfermer les jeunes les plus éloignés de l'emploi dans un statut qui leur ferme définitivement les portes de l'emploi.

Le Forum Jeunesse estime qu'une certaine solidarité de la part des autres sections de la société et une meilleure redistribution des ressources au sein des systèmes fiscaux et des régimes de

9 Eurostat a actualisé les taux de chômage en janvier 2013 [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/3-01032013-BP/FR/3-01032013-BP-FR.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-01032013-BP/FR/3-01032013-BP-FR.PDF)

10 <https://www.osac.gov/Pages/ContentReportDetails.aspx?cid=13731>

11 Document politique du Forum Jeunesse sur les Jeunes et la Pauvreté (0523-10).

12 Commission européenne, Rapport sur la Jeunesse de l'UE 2009

13 <https://www.gov.uk/national-minimum-wage-rates>

prestations sociales doivent être mises en place pour contrer les risques disproportionnés de la pauvreté à des âges différents et aider les jeunes à trouver un emploi.

La solidarité intergénérationnelle, la responsabilité et l'équité doivent inéluctablement faire partie des débats sur la pauvreté et l'exclusion sociale des jeunes.<sup>14</sup> Le Paquet européen « investissements sociaux » est une initiative appréciée et il devrait être considéré comme un appel aux armes pour moderniser les systèmes de protection sociale et encourager les stratégies d'inclusion active. Les systèmes en place en Europe actuellement négligent les jeunes, et il est urgent de moderniser et d'investir pour la cohésion sociale présente et future. Pour garantir un débat inclusif entre les générations, il est fondamental de promouvoir la participation de représentants de la jeunesse dans le dialogue social qui se déroule au sein des comités économiques et sociaux aux niveaux national et européen.

### Créer des possibilités pour les jeunes

Le marché de l'emploi en Europe a changé de manière radicale ces 20 dernières années. Les exigences de la mondialisation et l'orientation vers une économie hautement qualifiée et axée sur les services ont engendré de nombreux défis pour les travailleurs en Europe, et en particulier pour les jeunes.<sup>15</sup> Il faudrait généraliser dans toutes les entreprises et administrations une forme de parrainage basé sur le volontariat permettant à un salarié expérimenté de soutenir et d'accompagner un jeune en début de vie professionnelle. Cela va dans le sens de la solidarité intergénérationnelle, et concernerait tous les jeunes afin d'éviter toute stigmatisation.

La tendance à privatiser davantage les études supérieures comme une mesure d'austérité après la crise économique a placé de nombreux jeunes dans une situation où ils sont exclus à la fois des études et du marché de l'emploi. Des mesures aussi irréfléchies sont préjudiciables tant pour les jeunes que pour l'Europe. L'enseignement doit être gratuit, accessible pour tous, accompagné de mesures pour empêcher le décrochage scolaire et faciliter l'école de la seconde chance, et d'un niveau le plus haut possible si l'Europe veut devenir une économie de la connaissance et sortir de la récession.

Les jeunes réalisent aujourd'hui que pour rester compétitifs sur le marché du travail ils doivent envisager l'éducation et la formation tout au long de la vie. L'éducation formelle, non formelle et l'enseignement et la formation professionnels (EFP) ont tous un rôle important à jouer dans l'éducation et la formation tout au long de la vie. En particulier, les Etats membres qui ont investi dans l'EFP et dans la formation en alternance ont bénéficié de taux de chômage inférieurs et d'une économie plus dynamique et énergique. Il est essentiel que l'EFP ne soient pas perçus comme des options pour celles et ceux qui sont peu performants ou pour les étudiants issus d'un milieu socio économique moins élevé, mais qu'ils soient considérés comme une option valable et égale par rapport à l'enseignement académique général. L'EFP doivent être reconnus comme d'importants éléments permettant aux jeunes d'être actifs sur le marché de l'emploi, et aussi comme des formes d'enseignement qui sont considérées de même valeur que des chemins plus académiques vers l'emploi.<sup>16</sup>

Les pays qui ont obtenu de bons résultats économiques malgré la crise financière ont réussi à contrôler voire à réduire leur niveau de chômage des jeunes. Cette solide performance économique couplée au succès des systèmes de formation en alternance qui soutiennent l'Enseignement et la Formation professionnels (EFP) ont permis à des pays comme l'Allemagne et l'Autriche de maintenir le taux de chômage en-dessous des 10%. Il faut également remarquer que

---

<sup>14</sup> Document politique du Forum Jeunesse sur l'Autonomie des Jeunes (0052-04)

<sup>15</sup> CEDEFOP, *Building on Skills Forecasts- Comparing methods and applications*, Publications office of the EU, Luxembourg

<sup>16</sup> Voir le Document politique sur l'Enseignement et la Formation professionnels (0354-10)

les « mini-emplois » et la prédominance du travail temporaire ont réduit les taux de chômage des jeunes dans certains pays européens malgré qu'ils ne soient pas nécessairement propices aux intérêts des jeunes.

L'éducation non formelle (ENF) a elle aussi un rôle vital à jouer pour préparer les jeunes au marché de l'emploi. Une étude effectuée par le Forum Jeunesse en 2012 en coopération avec l'Université de Bath et GHK Consulting sur l'impact de l'ENF dispensée dans les organisations de jeunesse sur l'employabilité des jeunes a démontré que parmi les six qualités personnelles les plus demandées par les employeurs, cinq sont développées grâce à la participation dans des organisations de jeunesse. Il s'agit de la communication, du travail en équipe, de la prise de décisions, des compétences organisationnelles et de la confiance en soi.<sup>17</sup> L'expérience en organisations de jeunesse et les compétences développées grâce à l'éducation non formelle doivent être davantage reconnues par les employeurs et les pourvoyeurs d'éducation formelle. C'est particulièrement le cas lorsque les jeunes ont peu d'expérience professionnelle formelle, ce qui fait de leur participation à des organisations de jeunesse une composante clé des compétences qu'ils ont acquises.

L'étude du Forum Jeunesse démontre cependant que la participation à des organisations de jeunesse est particulièrement intéressante pour développer un capital social et créer de nouvelles vocations, en particulier pour les NEET, les décrocheurs, et les jeunes migrants. Les services pour l'emploi, les employeurs et les recruteurs doivent être davantage sensibilisés aux bénéfices de la participation des jeunes aux organisations de jeunesse, et les compétences qui sont acquises dans ces milieux doivent être prises en compte dans les processus de recrutement. Les jeunes doivent bénéficier de services d'orientation de carrière, de coaching et de soutien pour apprendre à utiliser efficacement leurs compétences dans les processus de recrutement, et mieux présenter les expériences et compétences acquises grâce à l'éducation non formelle et au volontariat dans des organisations de jeunesse.

## Entre Education et Marché de l'Emploi

### *A. La Garantie pour la Jeunesse*

Le Forum a travaillé sur la garantie pour la jeunesse, une politique dans le cadre de laquelle les gouvernements, les autorités régionales et les services publics pour l'emploi, avec la participation des organisations de jeunesse, s'engagent à offrir aux jeunes un emploi de qualité, une formation ou un recyclage endéans un certain laps de temps après avoir terminé les études ou été au chômage et ce pendant un certain nombre d'années.<sup>18</sup> Ce qui est fondamental à propos de la garantie pour la jeunesse, c'est qu'elle implique une approche de l'emploi des jeunes fondée sur les droits et qu'elle reconnaît que les jeunes peuvent s'attendre à bénéficier de certains services et provisions de la part de l'Etat et de leur communauté.

La garantie pour la jeunesse est une mesure d'intervention précoce mise en place dans certains pays nordiques depuis les années 1980.<sup>19</sup> A condition qu'elle soit correctement mise en place, elle implique une réorganisation et une réorientation des services publics pour l'emploi vers les besoins des jeunes, et elle oblige les organismes publics à trouver une solution d'emploi ou de formation pour les jeunes avant qu'ils ne tombent dans le chômage de longue durée.

Depuis 2010 le Forum Jeunesse soutenu par ses organisations membres a mené des actions de plaidoyer intensives pour l'adoption d'une garantie pour la jeunesse normalisée qui offrirait un emploi, une formation ou un recyclage aux jeunes après quatre mois de chômage, tant pour

---

<sup>17</sup> Voir l'étude commanditée par le Forum Jeunesse sur l'Impact de l'éducation non formelle en organisations de jeunesse sur l'employabilité des jeunes

<sup>18</sup> Voir la Prise de Position du Forum Jeunesse sur la Garantie pour la Jeunesse (0570-10)

<sup>19</sup><http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2012/42/en/1/EF1242EN.pdf>

réduire le chômage des jeunes que pour redonner un coup de fouet à l'économie européenne. Le Forum Jeunesse était donc ravi de participer au processus de consultation au niveau européen et d'observer l'adoption par la suite d'une Recommandation du Conseil sur le sujet début 2013.<sup>20</sup>

La garantie pour la jeunesse ne doit pas être limitée à quelques jeunes ou à ceux qui possèdent déjà les compétences nécessaires mais qui ont du mal à trouver un emploi. Elle doit être universelle et applicable à tous les jeunes de différents milieux éducatifs et sociaux jusqu'à l'âge de 30 ans. La garantie pour la jeunesse doit également inclure des ressources pour réinsérer des chômeurs de longue durée dans la formation, la formation continue ou un nouveau travail. Un système de garantie pour la jeunesse doit tout faire pour connecter les jeunes aux emplois qui correspondent à leurs niveaux d'éducation et veiller à ce que les jeunes ne soient pas les victimes de travail obligatoire ou sous-payé pour conserver leurs allocations sociales. Le but est de créer des emplois de qualité pour les jeunes, de mieux connecter les jeunes avec les services publics pour l'emploi, et d'aborder le déséquilibre générationnel sur le marché de l'emploi. Une attention particulière doit être placée sur les droits des jeunes qui risquent la discrimination multiple, par exemple les jeunes personnes handicapées, ou les jeunes de milieux migrants.

Dans la proposition de la Commission européenne de décembre 2012 sur une garantie pour la jeunesse, il y avait une reconnaissance explicite de l'importance du rôle des organisations de jeunesse dans la conception et la mise en place des programmes.<sup>21</sup> Les organisations de jeunesse sont des acteurs prépondérants pour atteindre les jeunes hors de portée des institutions publiques. L'éducation non formelle prodiguée par les organisations de jeunesse constitue bien souvent une première étape vers la réinsertion des groupes défavorisés et marginalisés.

La garantie pour la jeunesse est un engagement majeur. Pour qu'elle soit pleinement mise en oeuvre, il faut un sérieux investissement des services publics pour l'emploi, ils doivent fournir des services sur mesure et des solutions ciblées aux jeunes. Si le programme est mis en place sans ressources suffisantes il sera surchargé et ingérable.<sup>22</sup> Une relabellisation ou un reconditionnement des systèmes actuels qui ont échoué ne servirait à rien, les jeunes ont besoin et méritent un véritable investissement. Pour qu'elle fonctionne, une garantie pour la jeunesse doit disposer d'un système d'évaluation rigoureux et être régulièrement actualisée pour correspondre à l'évolution des circonstances.

En 2012, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a indiqué que 21 milliards €, ce qui équivaut en gros à 0,5% des dépenses pour la zone euro, seront nécessaires pour effectivement mettre en oeuvre la garantie pour la jeunesse.<sup>23</sup> Cela comprend 16,6 milliards€ de dépenses dans le programme en soi, et les 4,3 milliards € restants pour couvrir les coûts nécessaires pour garantir que les services publics pour l'emploi soient adéquatement pourvus en personnel pour pouvoir effectivement mettre le programme en place. Le rapport avertit également que l'échec d'agir de manière décisive sur la crise de l'emploi des jeunes aura de graves conséquences négatives sur les perspectives de croissance suite à la réduction de l'offre d'emplois et à l'augmentation des futures discordances entre les compétences, qui ne feraient que retarder la reprise.<sup>24</sup>

Les 6 milliards € qui ont été affectés à l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020 ne suffiront pas et ne résoudront pas pleinement la question du chômage des jeunes. Le Forum jeunesse estime que les initiatives pour l'emploi des jeunes ne doivent pas simplement être développées en réaction aux conséquences de la crise économique mais comme

---

<sup>20</sup><http://www.europarl.europa.eu/news/fr/pressroom/content/20120523IPR45695/html/Davantage-d'efforts-au-niveau-de-l'UE-pour-lutter-contre-le-chômage-des-jeunes>

<sup>21</sup> Voir la Proposition de la Commission européenne pour une Recommandation du Conseil relative à l'établissement d'une Garantie pour la Jeunesse {SWD(2012) 409 final}

<sup>22</sup> Voir le rapport Eurofound sur la Garantie pour la Jeunesse : Expériences en Finlande et en Suède, page 2

<sup>23</sup> ILO (2012), *Eurozone Job Crisis: Trends and Policy Responses*, International Institute for Labour Studies, Geneva

<sup>24</sup> Ibid

un investissement continu et à long terme dans des emplois, des formations et études de qualité pour les jeunes. Des mesures proactives sont plus efficaces et rentables que les réactions à des problèmes déjà existants. Ce n'est que s'il bénéficie d'investissements adéquats, est accessible à tous et oeuvre à l'intérêt des jeunes qu'un programme de garantie pour la jeunesse sera à même d'aborder le chômage et de donner un coup de fouet à l'économie.

### *B. Stages et apprentissages de qualité*

Les développements survenus dans le marché de l'emploi ces dernières années ont compliqué le passage des études à l'emploi. Le Forum estime que les stages peuvent jouer un rôle clé pour faciliter ce passage, à condition que la dimension d'apprentissage des stages soit garantie et que les stages ne remplacent pas un travail rémunéré.<sup>25</sup>

Hélas, tous les jeunes n'ont pas la possibilité ni les moyens financiers de suivre des stages ou des apprentissages, y compris ceux qui se passent à l'étranger. De plus en plus de preuves viennent également étayer le fait que les stages qui se déroulent en dehors du cadre de l'éducation formelle remplacent des emplois de qualité pour les jeunes et créent de nouveaux obstacles pour entrer dans le marché de l'emploi.<sup>26</sup>

Cette tendance est renforcée par un manque de lignes directrices précises et de qualité, ce qui sape l'objectif premier des stages et des apprentissages comme des possibilités pédagogiques qui permettent aux jeunes d'acquérir des compétences. En réaction à ces préoccupations grandissantes, le Forum Jeunesse, les partenaires sociaux et les employeurs ont lancé une Charte européenne pour la qualité des stages et des apprentissages en 2012.<sup>27</sup> Cette charte affirme que les pourvoyeurs de stages et d'apprentissages doivent s'engager à appliquer des normes de qualité et un code de conduite clair et cohérent. Elle invite également les gouvernements européens, les institutions européennes et les partenaires sociaux à établir un cadre légal pour la qualité des stages et des apprentissages.

Le Forum Jeunesse est fermement convaincu que les stages et les apprentissages doivent d'abord être une expérience d'apprentissage et qu'ils ne doivent jamais remplacer un emploi rémunéré. Pour les jeunes qui réalisent un stage ou un apprentissage dans le cadre de l'enseignement formel, il s'agit souvent de la première expérience professionnelle, et leur perception de cette expérience peut être un moment clé dans leurs carrières. Il est donc important qu'il existe un contrat légalement contraignant entre l'établissement pédagogique, le stagiaire ou l'apprenti et l'organisation d'accueil, qui décrive les principes majeurs du stage ou de l'apprentissage, y compris combien de points de crédits cela apportera au diplôme du stagiaire, ainsi qu'une description des objectifs d'apprentissage et des tâches qui doivent être accomplies. Suffisamment de positions doivent être pourvues pour tout étudiant désireux de suivre un stage ou un apprentissage de qualité dans le cadre de ses études, et les étudiants doivent pouvoir participer à la conception de ces stages et apprentissages. De plus, par souci de qualité, il est essentiel qu'un superviseur spécialement formé suive le stage ou l'apprentissage pendant toute sa durée, chose qui doit également être prévue dans le contrat.

Pour les stages qui se déroulent en dehors de l'éducation formelle, il faut une garantie de rémunération décente, et par rémunération décente on entend non inférieure à 60% du revenu moyen du pays ou au salaire national minimum s'il est plus avantageux. Cette rémunération doit correspondre aux tâches réalisées par le stagiaire et aux heures de travail. La rémunération d'un stage doit être réglementée soit par une loi soit par une convention collective en accord avec la pratique nationale. Il est également important que les réglementations limitent le nombre de stages autorisés par employeur, en fonction de la taille de l'organisation.

---

<sup>25</sup> Voir le document d'opinion du Forum Jeunesse sur les stages (0076-09).

<sup>26</sup> Voir la publication du Forum Jeunesse *Interns Revealed: A study on Internship Quality in Europe*

<sup>27</sup> [Http://www.qualityinternships.eu](http://www.qualityinternships.eu)



Le Forum Jeunesse est ravi que la Commission européenne s'engage dans un dialogue avec les partenaires sociaux sur la question de la qualité des stages, mais des actions doivent être entreprises d'urgence. Nous prions les parties prenantes concernées d'élaborer une série de politiques de soutien et de contrôle pour une meilleure mise en place des stages de qualité qui comprennent un cadre légal défini et la reconnaissance des compétences acquises.

## Emplois de qualité

### *A. Conditions de travail précaires*

L'une des raisons pour lesquelles les jeunes ont été si durement touchés par le chômage depuis le début de la crise est qu'ils occupent une position bien plus précaire sur le marché de l'emploi, qu'ils sont plus susceptibles d'avoir des contrats temporaires et dans la plupart des cas des emplois qui requièrent une série de compétences hautement spécifiques qui ne pourront être assumées par une personne qui fait son entrée dans le marché de l'emploi. Les jeunes absorbent la flexibilité du marché de l'emploi de manière écrasante, et cette flexibilité entraîne souvent qu'ils se retrouvent au chômage pendant des périodes de stagnation et de récession économiques.<sup>28</sup>

Bien que l'on fasse de plus en plus attention au fait qu'énormément de jeunes sont sans emploi en Europe, beaucoup moins d'attention est accordée au fait que les jeunes sont plus susceptibles de se retrouver dans des emplois précaires ou de qualité médiocre lorsqu'ils trouvent un travail. Près de 20% des emplois en Europe sont de « faible qualité », et les travailleurs de cette catégorie ont en moyenne les niveaux les plus faibles de santé et de bien-être, ils ont davantage de problèmes de santé, moins de bien être personnel, et ils trouvent moins de sens à leur travail.<sup>29</sup> Les emplois précaires constituent un fardeau physique et psychologique énorme pour les jeunes. 42% des jeunes travailleurs en Europe ont un contrat temporaire comparé à 11% chez les travailleurs adultes.<sup>30</sup> Au total, un jeune sur cinq en Europe craint de perdre son emploi.<sup>31</sup>

Il est vrai que le marché de l'emploi du 21ème siècle est bien plus flexible et que dans de nombreuses industries un emploi à vie cela n'existe pas. Toutefois, le manque de stabilité et de protection des jeunes en matière d'emploi indique une inégalité grandissante entre les générations. L'emploi temporaire va souvent de pair avec une sécurité minimale de l'emploi, et un accès limité ou pas d'accès du tout aux allocations sociales. Cela augmente encore le risque de désengagement social de la part des jeunes.

Les gouvernements, les syndicats et d'autres acteurs sociaux doivent agir d'urgence pour garantir que plus d'emplois permanents et stables soient mis à la disponibilité des jeunes et que le fardeau des exigences de flexibilité du marché de l'emploi soit partagé plus équitablement entre les générations. Le Forum Jeunesse demande une Directive Cadre sur les dispositions contractuelles pour réduire la précarité des jeunes sur le lieu de travail.

### *B. Libres de toute discrimination*

Les jeunes sont souvent les victimes de préjugés et de discrimination dans le marché de l'emploi. Dans certains Etats membres de l'UE, les jeunes n'ont pas les mêmes droits aux salaires minimum et à la protection sociale que la population plus âgée. Ces dernières années, les gouvernements

---

<sup>28</sup> Voir Eurofound 5ème enquête européenne sur les conditions de travail 2010, [http://www.eurofound.europa.eu/surveys/ewcs/2010/index\\_fr.htm](http://www.eurofound.europa.eu/surveys/ewcs/2010/index_fr.htm)

<sup>29</sup> Ibid

<sup>30</sup> European Trade Union Institute, *Benchmarking Working Europe 2012*, ETUI, Brussels

<sup>31</sup> Voir Eurofound 5ème enquête européenne sur les conditions de travail 2010, [http://www.eurofound.europa.eu/surveys/ewcs/2010/index\\_fr.htm](http://www.eurofound.europa.eu/surveys/ewcs/2010/index_fr.htm)

nationaux ont eu tendance à développer une nouvelle législation sur l'emploi ciblant spécifiquement les jeunes, qui s'éloignent des lois universelles en matière d'emploi. Le Forum Jeunesse condamne fermement cette tendance et il demande à la Commission européenne de revoir d'urgence la législation nationale actuelle sur l'emploi des jeunes et de vérifier sa compatibilité avec la directive sur l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail 2000/78 qui interdisait toute discrimination fondée sur l'âge dans le marché de l'emploi.

Les jeunes connaissent également la discrimination dans le marché du travail fondée sur leurs caractéristiques individuelles – réelles ou perçues – y compris le genre, la race, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'origine ethnique, le handicap, les convictions religieuses ou le milieu social et éducatif. Aux côtés d'autres organisations européennes de la société civile actives dans le domaine de l'égalité, le Forum Jeunesse est fortement engagé dans la lutte contre les discriminations dans toutes les sphères de la vie sociale.

Les jeunes femmes sont souvent dans une situation particulièrement défavorisée sur le marché de l'emploi comparé aux hommes. Bien que la récession ait réduit l'écart salarial entre les genres chez les jeunes<sup>32</sup>, les femmes reçoivent 16% de moins que les hommes dans toutes les tranches d'âge. Les femmes sont aussi plus négativement touchées par les mesures d'austérité. Un rapport au Royaume Uni démontre que 74,5% des coupes budgétaires en 2010 affectaient les femmes de façon disproportionnée. La Commission européenne doit garantir qu'une attention spécifique soit accordée à l'aspect de genre du chômage des jeunes. Le contrôle de la mise en place de politiques qui luttent contre le chômage des jeunes dans une perspective de genre doit être intégré dans le Semestre européen et dans les Recommandations nationales spécifiques dans le contexte de la Stratégie Europe 2020.

Malgré que l'Union européenne ait été à l'avant-garde de la promotion de l'égalité des genres, particulièrement pour ce qui est de l'adoption d'actes législatifs concernant le monde du travail, la majorité des Etats membres ne sont pas parvenus à garantir l'égalité des chances pour les femmes et les hommes. Réconcilier la vie professionnelle et la vie privée est particulièrement difficile pour les femmes car en moyenne elles assument une part inégale des responsabilités domestiques et familiales.

Le Forum Jeunesse soutient la législation en faveur d'une répartition égale du congé parental entre les parents ainsi que l'adoption de la directive sur les travailleuses enceintes (92/85/EEC). L'accès à la garde d'enfants doit être garanti pour tous. Le Forum Jeunesse soutient fermement le Pacte européen 2011 pour l'égalité entre les hommes et les femmes<sup>33</sup> et demande qu'il soit pleinement mis en oeuvre, particulièrement par rapport à l'élimination des stéréotypes de genre, réduisant les écarts entre les genres en matière d'emploi, et promouvant la participation égale des femmes et des hommes dans la prise de décisions.

Pour que les jeunes puissent échapper à la discrimination dans le marché de l'emploi, ils doivent être mieux représentés dans les postes de décisions comme les politiciens, les entrepreneurs, les employeurs, et les syndicalistes. La discrimination à l'égard des jeunes dans le marché de l'emploi et dans la provision de services est une réalité en Europe et une action concertée doit être orchestrée pour la défaire de manière radicale. Les institutions européennes, les organisations de la société civile et les syndicats ont un rôle important à jouer en insistant sur la question de la discrimination à l'égard des jeunes et en oeuvrant à son éradication.

### *C. Le besoin de jeunes entrepreneurs*

---

<sup>32</sup> [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics\\_explained/index.php/Gender\\_pay\\_gap\\_statistics](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Gender_pay_gap_statistics)

<sup>33</sup> [http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_data/docs/pressdata/fr/lisa/119629.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/lisa/119629.pdf)

L'Europe a besoin des compétences, des efforts et de la motivation des jeunes aujourd'hui plus que jamais auparavant. De nombreux jeunes pourraient non seulement changer leur vie mais aussi enrichir leurs communautés s'ils avaient les ressources nécessaires pour monter leurs propres entreprises. L'entrepreneuriat représente une petite partie du marché de l'emploi et il n'est pas une solution magique au chômage des jeunes, mais il convient à de nombreux jeunes qui veulent convertir leurs idées en réalité et tester les compétences qu'ils ont acquises grâce à l'éducation formelle et non formelle en devenant entrepreneurs.

Le Forum Jeunesse affirme sa conviction que les jeunes méritent de pouvoir avoir un impact positif sur la société, et se créer un avenir stable grâce à l'entrepreneuriat. Cependant, les jeunes sont souvent défavorisés, surtout lorsqu'ils essaient de se lancer dans une carrière d'entrepreneurs et qu'ils ne peuvent se permettre les heures de travail irrégulières et mal payées dans les premières étapes d'établissement d'une micro-entreprise.<sup>34</sup> Le manque de fonds et de ressources disponibles et le manque de soutien de la part des structures pédagogiques et gouvernementales signifie que pour les jeunes, l'entrepreneuriat est tout simplement un domaine où il est trop difficile de pénétrer.

Le programme de l'UE Erasmus pour Jeunes Entrepreneurs joue un petit rôle mais qui a son importance en augmentant les possibilités pour les jeunes d'apprendre auprès d'entrepreneurs et chefs d'entreprises dans d'autres régions d'Europe et en encourageant les transferts de connaissances entre frontières. Cependant, beaucoup plus peut être accompli pour encourager l'entrepreneuriat au niveau local et pour aider les jeunes qui ont les compétences et la perspicacité requises mais pas les fonds nécessaires pour voyager dans d'autres pays européens pour vivre leur première expérience en entreprise.

Tandis que l'éducation à l'entrepreneuriat est et doit continuer à être soutenue comme un élément indispensable de l'entrepreneuriat des jeunes, le système de l'éducation formelle n'intéresse pas tous les jeunes. Le Forum est persuadé qu'il faut reconnaître le rôle des organisations de jeunesse qui facilitent l'inclusion sociale des jeunes, fournissent des compétences en entrepreneuriat et des connaissances via l'éducation non formelle qu'elles prodiguent et, plus important encore, érigent une société civile active.<sup>35</sup> A cet égard, les mesures d'austérité qui ont ciblé les organisations de jeunesse n'ont pas uniquement eu un impact négatif sur les jeunes et leurs communautés mais elles ont également freiné voire écarté les pourvoyeurs vitaux d'éducation qui équipent de nombreux jeunes de compétences et de réseaux pour pouvoir monter leurs propres entreprises.

La crise financière actuelle a sévèrement restreint les possibilités d'investissement pour les jeunes entrepreneurs, mais il est essentiel d'investir dans les jeunes pour la croissance actuelle et future. Les entreprises démarrées par des jeunes aujourd'hui ont le potentiel d'engranger suffisamment de progrès économiques, sociaux et même environnementaux pour l'Europe à l'avenir. L'entrepreneuriat, comme bien d'autres domaines, requiert une approche à long terme et aussi de croire au potentiel des jeunes.

### Conclusion : relever les défis actuels et créer un avenir pour et avec les jeunes

La récente crise économique a eu des implications désastreuses sur les jeunes en termes d'emploi, d'inclusion sociale et de capacité de vivre des vies autonomes et dignes. Les écarts grandissants de revenus et de niveaux de vie entre les générations ont enflammé les tensions sociales et généré des troubles politiques dans le nord de l'Afrique et dans de nombreuses régions d'Europe.

Les initiatives prises récemment au niveau de l'UE pour s'attaquer au chômage des jeunes et à l'exclusion sociale sont les bienvenues mais il faut en faire plus en termes d'investissement

<sup>34</sup> European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, (2009), Self-employed workers industrial relations and working conditions, page 63

<sup>35</sup> Voir la prise de position du Forum Jeunesse sur l'Entrepreneuriat des Jeunes (0451-11)

économique dans les jeunes, et dans la protection des droits sociaux et du travail des jeunes. La dynamique intergénérationnelle actuelle transfère le problème d'une génération à l'autre, ce qui se voit clairement par rapport au chômage et à la pauvreté des jeunes.

La garantie pour la jeunesse n'est que le premier pas, une mesure infime, pour aborder le chômage des jeunes. Sans véritable investissement, les jeunes paieront le prix de l'échec du système économique actuel pour les décennies à venir et l'Europe au bout du compte paiera les coûts sociaux d'une génération négligée.

Ce document a fourni un aperçu des mesures qui doivent être prises pour protéger les droits à l'emploi des jeunes. L'Europe est à un tournant important : les politiques d'austérité enfoncent encore davantage la crise et sont beaucoup trop discriminatoires à l'égard des jeunes. L'Europe doit investir dans les jeunes et leur fournir des emplois stables et de qualité et des possibilités d'étudier. Des mesures de courte durée et réactionnaires ne suffisent pas. Les jeunes ont besoin de plus, les jeunes en demandent plus.